

Une formation pour la vie :
Projet de rapport de l'IE
Formation des enseignants sur le VIH/SIDA
Mai 2006

Introduction

"La situation en salle de classe est la clé du changement". C'est un slogan qu'utilisent souvent les gouvernements nationaux ainsi que les organisations internationales, et ce, pour insister sur l'idée que l'enseignant en classe est l'agent majeur du changement. On y fait également référence lorsqu'il est question de la réponse du secteur de l'éducation au fléau du VIH/SIDA. Mais que se passe-t-il réellement dans les classes du monde entier? Les enseignants sont-ils vraiment prêts à relever le défi? Sont-ils en mesure d'éduquer les élèves et les étudiants au VIH/SIDA dans leur classe? Et que font les gouvernements pour les soutenir?

Les syndicats d'enseignants affiliés à l'Internationale de l'éducation (IE) ont à maintes reprises démontré leur engagement fidèle dans la lutte contre le VIH/SIDA. Pour ce faire, ils souhaitent vivement se placer en tête de la réponse du secteur éducatif à la pandémie. Néanmoins, les syndicats déclarent encore que leurs membres se sentent souvent totalement incompétents lorsqu'ils sont confrontés à des questions posées sur le VIH/SIDA. Des enseignants expliquent à leurs dirigeants syndicaux qu'il leur manque la formation et les ressources appropriées. Dans d'autres cas, les autorités éducatives leur fournissent des livres mais ne leur offrent pas de formation pour qu'ils puissent transmettre les connaissances qui s'y retrouvent. Ils constatent aussi avec inquiétude la résistance à enseigner ces thèmes, manifestée par les parents, voire par les autorités éducatives elles-mêmes.

L'IE et ses affiliés sont tout à fait d'accord sur le fait que la situation en salle de classe est la clé du changement. Néanmoins, pour que la classe donne toute sa mesure, nous demandons légitimement à toutes les autorités nationales et internationales de donner aux enseignants les outils nécessaires pour qu'ils puissent effectuer leur travail correctement et avec assurance.

Après avoir mené une enquête restreinte avec nos membres dans les pays prenant part au programme EPT/SIDA de l'IE, nous sommes persuadés qu'il faut accorder plus d'importance au VIH/SIDA dans la formation des enseignants, tant au niveau de la formation initiale que de la formation continue. En effet, cette étude confirme nos inquiétudes selon lesquelles un tel programme national pour le secteur de l'éducation manque actuellement dans la majorité des pays qui ont participé à cette enquête.

L'IE et ses affiliés invitent tous ceux qui sont engagés en faveur d'une réponse adéquate du secteur de l'éducation à la pandémie de VIH/SIDA, à aider la communauté enseignante à faire face à cet immense défi.

Fred van Leeuwen
Secrétaire général

Le rôle des enseignants dans la réponse du secteur de l'éducation au VIH/SIDA

L'*Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH/SIDA* a été publiée en 2004. Elle englobe une série de thèmes qui traitent tous de la capacité du système éducatif à donner une réponse adéquate à la pandémie de VIH/SIDA.

Le rôle des enseignants est l'un de ces thèmes. L'Enquête se réfère à une étude de 2001 qui déclarait que "la plupart des interventions étaient centrées uniquement sur les apprenants et seuls quelques programmes visaient à doter les enseignants des compétences nécessaires pour transmettre les nouveaux programmes qui mettaient en application la formation sur le VIH/SIDA¹." Les défis auxquels nous étions confrontés en 2001 étaient donc encore manifestes en 2004 et, pire encore, ils ont perduré jusqu'à nos jours. L'IE et ses affiliés constatent avec inquiétude ce manque de progrès.

Afin d'acquérir une perspective locale plus détaillée sur la situation concernant la formation des enseignants sur le VIH/SIDA, l'IE a envoyé en 2005 un questionnaire à tous les syndicats impliqués dans le programme de prévention du VIH/SIDA (lequel a précédé l'actuel programme EPT/SIDA lancé en 2006). Ce questionnaire a été spécialement conçu pour rassembler des informations sur la place accordée à la formation au VIH/SIDA dans les programmes officiels de formation initiale et continue. Bien que l'étendue de l'enquête ait été limitée, les réponses qui furent renvoyées confirmèrent les craintes exprimées par l'IE et les syndicats affiliés : à savoir, que l'on consacre peu ou pas de temps et/ou de ressources accordés au VIH/SIDA dans la formation initiale et continue.

L'*Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif* fait remarquer que "Lorsque l'on demande si le VIH/SIDA et les compétences de vie courante sont considérées comme des éléments faisant partie intégrante du programme de préparation professionnelle de tous les nouveaux enseignants... 78% des pays à forte prévalence et 62% des pays à faible prévalence indiquaient que le VIH/SIDA et les compétences de vie courante étaient en effet éléments essentiels de leur programme de formation des enseignants²". Les découvertes de l'IE ne sont pas en mesure de confirmer ces prétendus faits. En effet, les syndicats d'enseignants étaient d'avis que, dans un certain nombre de cas, les réponses données par leurs gouvernements étaient décidément trop optimistes. Par exemple, ils donnaient souvent l'impression qu'une initiative pilote était menée à grande échelle ou sur une longue période lorsqu'en fait ce n'était pas le cas. De fait, les réponses des enseignants suggèrent un scénario différent - qui montre qu'il reste beaucoup à faire pour les préparer à enseigner sur le VIH/SIDA. Le rapport qui suit se fait l'écho de certaines de ces réponses.

Néanmoins, cela ne veut pas forcément dire que rien n'est fait. Bien du contraire. Les affiliés de l'IE rapportent la mise en oeuvre d'un nombre important d'activités au niveau local. Mais ce qui fait défaut, c'est une *approche systématique à long terme* des autorités éducatives nationales. Les initiatives non gouvernementales sont visibles mais sont généralement limitées à l'échelon local. Qui plus est, des programmes basés sur le financement intergouvernemental semblent ne pas dépasser le niveau des décideurs politiques (nationaux). Bref, les affirmations des autorités gouvernementales sur la formation étendue des enseignants sur le VIH/SIDA ne sont pas confirmées par ceux qui devraient en bénéficier.

¹ Akoulouze, Rugalema et Khanye, 2001

² (2004:125), *Enquête mondiale sur l'état de préparation face au VIH/SIDA*, ONUSIDA IATT

Les connaissances et les compétences de vie courante sont deux éléments complémentaires qui devraient avoir tous deux leur place dans les programmes de formation initiale et continue. Les enseignants signalent les difficultés auxquelles ils sont confrontés lorsqu'ils abordent le thème du VIH/SIDA en classe. Le sujet est sensible de sorte que des enseignants ont souvent tendance à se limiter au transfert de connaissances. Le champ académique des définitions scientifiques et des données limitées constituent la "voie la plus sûre" qui révèle des enseignants évitant des questions difficiles auxquelles ils ne peuvent tout simplement pas répondre.

Néanmoins, la valeur réelle de la formation sur le VIH/SIDA dépasse le simple transfert de connaissances. Les compétences de vie courante devraient être un élément essentiel de la formation des enseignants, de sorte qu'ils aient à la fin de journée les outils nécessaires pour enseigner aux étudiants des compétences vitales et non pas seulement des faits. Les compétences de communication et de prise de décision, l'apprentissage de l'affirmation de soi et de la gestion du stress devraient tous occuper une place centrale dans les programmes de formation sur le VIH/SIDA. À ce propos, nous constatons que les réalisations des gouvernements sont un peu meilleures. Dans la plupart des pays qui ont participé à l'enquête et où une formation initiale et continue a effectivement été instaurée, les séances de formation comprenaient des éléments de connaissances et de compétences. Néanmoins, la durée de cette formation varie considérablement d'un pays à l'autre. Pour être pleinement efficaces, les séances de formation doivent être organisées sur une base intensive et périodique.

La consultation est un autre sujet. La rhétorique contemporaine de la communauté internationale sur la bonne gouvernance tourne autour du concept de l'inclusion, de la consultation et de la création d'un espace pour les organisations de la société civile afin qu'elles interagissent sur des domaines clés de prise de décision. Malheureusement, le message ne semble pas pénétrer les murs des Ministères de l'Éducation dans les pays mentionnés dans ce rapport. La grande majorité des syndicats d'enseignants ont déclaré qu'ils étaient rarement, voire jamais, consultés sur la réponse du secteur éducatif au VIH/SIDA. De plus, les rares fois où les enseignants sont consultés, cela se produit après un long processus de pressions intensives. Presque aucun gouvernement dans les pays concernés n'a pris l'initiative d'inviter les représentants syndicaux en vue d'élaborer des stratégies, des politiques et des programmes. D'après l'IE, ne pas impliquer les syndicats ou ignorer systématiquement leurs avis affaiblit la réponse à la pandémie du VIH/SIDA.

Le fait de ne pas être impliqué dans la prise de décisions constitue un problème. Mais ne pas être en mesure d'influencer l'utilisation des fonds alloués à la réponse de l'éducation au VIH/SIDA est un autre problème. Les syndicats ont-ils connaissance du montant des fonds consacrés à la prévention du VIH/SIDA à travers le secteur éducatif ou des domaines dans lesquels ces fonds sont alloués? Les syndicats, sans exception, ont répondu qu'ils étaient laissés dans l'ignorance.

Par conséquent, l'IE et ses syndicats affiliés demandent aux autorités éducatives nationales de consulter les enseignants sur ces questions, notamment l'utilisation et le contenu des ressources. On diffuse actuellement trop de messages différents qui s'opposent souvent parce qu'ils reflètent les avis de différents donateurs. Il faut aborder ce problème avec l'aide des Ministères de l'Éducation et de la Santé.

L'IE soutient fermement la position prise dans *l'Enquête sur l'état de préparation du secteur éducatif* selon laquelle il est "nécessaire de relever le niveau de la formation sur le VIH/SIDA, la sexualité et les compétences de vie courante" qui "devrait faire partie intégrante de tous

les programmes de préparation des enseignants³". L'enquête de l'IE indique qu'une telle approche est jusqu'à présent absente de la grande majorité des pays. Les gouvernements donnent souvent une image bien trop idéale de la réalité, tandis que les organismes donateurs interviennent en ajoutant leurs propres conditions et exigences. Au bout du compte, le résultat est négatif pour l'enseignant qui ne reçoit pas la formation initiale et continue nécessaire pour effectuer son travail correctement et professionnellement.

Sur cette base, l'IE réclame des changements immédiats, parmi lesquels :

- Ø L'inclusion des syndicats dans la prise de décisions et l'élaboration des programmes de formation sur le VIH/SIDA;
- Ø L'institutionnalisation immédiate de la formation initiale et continue - organisée à long terme et à grande échelle - sur le VIH/SIDA pour la communauté enseignante;
- Ø La concentration de la formation initiale et continue sur les compétences de la vie courante.

En 2005, l'IE a envoyé une enquête à tous les enseignants impliqués dans "Programme de prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire" afin de rassembler des informations sur la place du VIH/SIDA dans la formation initiale et continue. Les pays suivants furent inclus dans l'enquête de l'IE et figurent dans ce rapport :

1. Kenya (*KNUT/Syndicat national des enseignants du Kenya*)
2. Ouganda (*UNATU/Syndicat national des enseignants d'Ouganda*)
3. Tanzanie (*TTU/Syndicat des enseignants de Tanzanie*)
4. Malawi (*TUM/Syndicat des enseignants du Malawi*)
5. Guinée (*FSPE-SLECG/Fédération syndicale professionnelle de l'éducation/Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée*)
6. Burkina Faso (*SNEA-B/Syndicat national des enseignants africains du Burkina*)
7. Cote d'Ivoire (*IE-SCI/Internationale de l'éducation - Section Cote d'Ivoire*)
8. Namibie (*NANTU/ Syndicat national des enseignants de Namibie*)

Les réponses qui suivent ont confirmé nos craintes : la formation continue est très limitée ou carrément inexistante.

Les réponses fournies associées à des informations complémentaires (articles de presse et interviews) constituent la base de cette publication. Le rapport de l'IE n'a aucune prétention scientifique. Néanmoins, comme il est basé sur des données fournies par des personnes directement impliquées, nous estimons que sa valeur réside dans le fait qu'il propose une vue réaliste et actuelle de la situation sur le terrain dans chacun de ces pays. Nous espérons sincèrement que ce rapport servira à tous ceux qui prennent part à la réponse du secteur éducatif à la pandémie du VIH/SIDA.

³ (2004:97), Enquête mondiale sur l'état de préparation face au VIH/SIDA, ONUSIDA IATT

Le programme EPT/SIDA

Lancé en janvier 2006, le nouveau programme EPT/SIDA est une initiative de l'IE et de ses partenaires, l'OMS (Organisation mondiale de la santé) et l'EDC (Education Development Center). Le programme est essentiellement une fusion de deux initiatives, distinctes à l'origine, à savoir le Programme de prévention du VIH/SIDA et le Programme EPT. Le nouveau programme combiné EPT/SIDA a surgi en réponse au besoin reconnu d'une plus grande contribution et d'une plus grande participation des membres aux efforts associés à l'EPT d'une part et à la nécessité de placer la prévention du VIH au-delà de la formation de la base, dans des domaines tels que le plaidoyer et la recherche, d'autre part. En conséquence, il combine les efforts des syndicats d'enseignants dans la défense de l'Éducation pour Tous (EPT) au niveau national avec leur engagement dans la prévention du VIH/SIDA dans les écoles au niveau local.

Le volet VIH/SIDA du programme EPT/SIDA est basé sur le programme qui l'a précédé. Le programme de prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire fut mis en oeuvre par l'IE et ses organisations partenaires, l'OMC et l'EDC, dans 17 pays dès 2001. Il a touché plus de 133 000 enseignants au cours de ses 5 ans d'existence. 17 pays y ont pris part - 10 pays anglophones : le Botswana, la Guyane, le Lesotho, le Malawi, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe, ainsi que 7 pays francophones : le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, Haïti, le Mali, le Rwanda et le Sénégal.

Le programme de prévention du VIH/SIDA - qui fut officiellement lancé après plusieurs années de recherche, de collaboration et de partenariat dans le domaine du VIH/SIDA entre les trois principales organisations impliquées et d'autres partenaires - visait à toucher un maximum d'enseignants dans les limites des ressources existantes. Bien que les syndicats recouraient à des méthodes de travail différentes pour mettre en oeuvre ces objectifs, ils partageaient tous le même message de base : utiliser des activités interactives de renforcement de capacités pour prévenir de nouvelles infections au VIH et promouvoir l'éducation au VIH/SIDA.

Dans le cadre du programme actuel EPT/SIDA, ces syndicats affiliés qui travaillent à réduire le nombre d'infections au VIH s'occupent d'un ou plusieurs des objectifs suivants :

- Former les enseignants à prévenir leur propre infection par le VIH ou d'autres IST et aider les autres adultes à prévenir l'infection et la discrimination qui y est associée
- Former les enseignants à défendre une prévention efficace du VIH et des programmes de formation dans les écoles pour les apprenants et les adultes
- Former les apprenants à aider les jeunes à acquérir les compétences nécessaires pour prévenir l'infection par le VIH et la discrimination qui y est associée

Le programme EPT/SIDA est actuellement mis en oeuvre dans 25 pays, par les syndicats qui ont tous participé antérieurement aux programmes EPT et/ou de prévention du VIH/SIDA. À un stade ultérieur, le programme s'étendra au niveau opérationnel pour servir plus de pays, atteignant jusqu'à 30 pays endéans l'année de lancement.

Le nouveau programme combiné s'appuie sur les relations, la crédibilité et les forces développées au cours des cinq années précédentes pour s'efforcer de prévenir de nouvelles infections au VIH et d'augmenter le nombre d'apprenants qui terminent l'éducation de base. En ce sens, la pratique montre que dans beaucoup de pays le programme IE/OMC/EDC est le seul à toucher systématiquement la communauté enseignante. Nous recherchons reconnaissance et soutien pour renforcer ce programme et ce processus.

Profils des pays : données sur la formation sur le VIH/SIDA

1. KENYA

<u>Données</u>	
Prévalence du VIH ⁴	6.7%
% du PIB consacré à l'éducation ⁵	6.4%
<u>Formation initiale⁶</u>	
Nbre d'enseignants stagiaires dans les écoles de formation des enseignants	16 800
Nbre d'enseignants stagiaires qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	Aucun
Durée de la formation	ND
Objectif de la formation	ND
<u>Formation continue</u>	
<u>Écoles primaires</u>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	Aucun
Durée de la formation	ND
Objectif de la formation	ND
<u>Écoles secondaires</u>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	Aucun
Durée de la formation	ND
Objectif de la formation	ND

L'affilié de l'IE, le KNUT (*Syndicat national des enseignants du Kenya*) a rapporté au début février 2006 que les enseignants ne bénéficiaient pas d'une formation initiale ou continue systématique sur le VIH/SIDA dans le système scolaire kenyan. Qui plus est, sur le plan didactique, les instituts de formation des enseignants se limitent aux seuls cours magistraux et les ressources pédagogiques sont inadéquates. En 2002, trois représentants de chacun des 28 instituts de formation des enseignants avaient reçu une formation afin de pouvoir former leurs collègues et les autres enseignants stagiaires. On édita un syllabus. Néanmoins, l'initiative n'était pas liée à un calendrier et cela ne fonctionna pas.

Certaines ONG telles que le *Center for British Teachers* financé par l'USAID offre à certains enseignants des séances de formation sur le VIH/SIDA basées sur les connaissances et les compétences. Néanmoins, en terme d'intervention systématique de l'État, la situation est très mauvaise.

Margaret Wambetee, Vice-trésorière de la section de Wasingishu du KNUT, a souffert du manque d'intervention de l'État dans la lutte contre le VIH/SIDA grâce à l'éducation au Kenya. C'est une enseignante séropositive d'Eldoret, une ville à 300 kilomètres de Nairobi, la capitale. Il y a trois ans, sa situation était devenue si mauvaise qu'elle avait finalement consenti à suivre un traitement et à révéler son statut.

⁴ Source: ONUSIDA - Rapport 2004 sur l'épidémie mondiale de SIDA

⁵ Source: Baromètre de l'IE 2004

⁶ Source: Syndicat d'enseignants affilié à l'IE

"Ce ne fut pas une décision facile. Et les conséquences furent rudes et immédiates. Je fus rayée du registre, ce qui signifiait la fin de ma carrière d'enseignante et mon salaire ne me fut plus versé. La *Teachers Service Commission* (Commission en charge des enseignants) ne fut vraiment pas d'une grande aide à ce moment-là. Il fallut déployer d'immenses efforts pour être réhabilitée. Je passais par une période de grands troubles. Les parents retirèrent leurs enfants de l'école quand ils apprirent que j'étais séropositive. Pour de nombreuses personnes, les enseignants vivant avec le VIH sont déjà des personnes du passé, même si nous continuons à vivre".

En l'absence d'aide de l'État, Margaret et les autres ont décidé de se charger eux-mêmes de l'affaire en initiant le "*Kenya Network of Positive Teachers*" (Réseau kenyan des enseignants séropositifs) ou KENPOTE. Le réseau compte maintenant quelque 3000 membres qui ont révélé leur état. 2000 d'entre eux travaillent dans le système d'éducation publique et sont membres du KNUT. Ils veulent faire savoir à tous que "il est possible de vivre en étant séropositif".

"Nous sommes si nombreux au Kenya. Dans ma seule école primaire, 5 enseignants sur 30 sont séropositifs. Néanmoins, dans ma région, les enseignants n'ont reçu aucun genre de formation sur le VIH/SIDA de la part des autorités éducatives. Mes collègues sont perdus par rapport aux défis auxquels ils sont confrontés. Le VIH/SIDA est partout autour de nous. Mais nous, enseignants, ne sommes pas préparés professionnellement pour parler avec des collègues et des étudiants sur le VIH/SIDA."

Comme bien d'autres, Margaret est frustrée par ce manque d'initiative du gouvernement. "Les autorités devraient offrir aux enseignants une formation continue, mais ils ne le font pas. Il y a une trop grande tendance à continuer à travailler dans de jolis bureaux plutôt que d'aller soutenir les enseignants. Et le pire de tout, c'est qu'ils nous voient souvent comme un moyen d'attirer des fonds au lieu de nous offrir un véritable soutien."

De plus, en ce qui concerne les étapes destinées à incorporer les questions du VIH/SIDA dans le programme, elle n'est pas impressionnée. "Il s'agit seulement d'interventions par-ci par là mais rien de sérieux ou de permanent. Les enseignants doivent simplement trouver leurs propres moyens et méthodes".

2. Ouganda

<u>Données</u>	
Prévalence du VIH	4.1%
% du PIB consacré à l'éducation	2.3%
<u>Formation initiale</u>	
Nbre d'enseignants dans les écoles de formation des enseignants (la plupart pour l'enseignement primaire)	7050
Nbre d'étudiants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	3450
Durée de la formation (jours)	2
Objectif de la formation	Connaissances
<u>Formation continue</u>	
<u>Écoles primaires</u>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	18 820

Durée de la formation (heures)	16
Objectif de la formation	Connaissances et compétences
<i>Écoles secondaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	...
Durée de la formation (heures)	...
Objectif de la formation	...

D'après les informations fournies par l'UNATU (*Syndicat national des enseignants d'Ouganda*), 3450 enseignants stagiaires ont reçu une formation sur le VIH/SIDA l'an passé. De manière générale, les principaux instituts de formation d'instituteurs qui font partie du Programme d'Information ont accès à cette formation. En termes de ressources, des guides sont fournis aux écoles pendant la formation.

Le VIH/SIDA est considéré par les autorités comme un problème qui devrait être intégré dans d'autres activités scolaires plutôt qu'un élément distinct du programme national. Il n'y a pratiquement pas d'intervention au niveau des instituts de formation des enseignants du secondaire, excepté les documents occasionnels présentés par les travailleurs sociaux en visite.

Au niveau de l'école primaire, les enseignants reçoivent une formation assurée par le Ministère de l'Éducation via le TDMS (Système de développement et de gestion des enseignants). Au cours de cette formation, ils reçoivent le guide des enseignants du PIASCY (Initiative présidentielle sur les stratégies de communication sur le SIDA vis-à-vis des jeunes) et un cahier de route pour la surveillance de la mise en oeuvre des activités.

En termes de soutien concret pour les enseignants, le PIASCY aide le secteur éducatif à réagir face à la pandémie. Il implique les enseignants en leur donnant des guides pour la mise en oeuvre de sa stratégie sur la prévention du VIH/SIDA au niveau des écoles primaires. Pareillement, on attend des enseignants qu'ils passent le message aux enfants par le biais des assemblées scolaires. Ils ont créé des "lieux d'échange" à l'école avec des messages sur la prévention du VIH/SIDA. Le gouvernement a aussi élaboré une politique relative au VIH/SIDA sur le lieu de travail pour le secteur de l'éducation.

Néanmoins, la situation sur le terrain est loin d'être aussi positive. Tout comme le montre l'article commandé par l'IE "Les enseignants ougandais peuvent-ils sauver les enfants du SIDA?" sur l'état de la formation sur le VIH/SIDA dans les écoles, une "approche globale visant à offrir aux écoliers capables des informations et des compétences de vie courante, telles que l'assertivité, est nécessaire de toute urgence⁷". En effet, bien que les messages sur le VIH/SIDA soient intégrés dans le programme de formation des instituteurs, les autorités n'ont pas réussi à faire suivre cela par l'incorporation du VIH/SIDA dans le programme scolaire actuel.

Comme le fait remarquer le doyen de l'université de Kyambogo qui est responsable du développement des programmes pour la formation des enseignants en Ouganda "Notre approche devrait être intégrée dans le curriculum scolaire. Sinon, nous offrirons aux enseignants une formation qu'ils ne pourront pas mettre en pratique." De plus, au niveau des écoles secondaires, la situation est encore pire : l'information sur le VIH/SIDA est pratiquement inexistante. "Dans le curriculum, il y a quelque chose sur les définitions"

⁷ Pour lire l'article, se reporter à l'Annexe I

affirme un enseignant. Munis uniquement de définitions scientifiques, les enseignants et les apprenants dans les écoles secondaires disposent d'une faible protection contre l'infection au VIH.

3. TANZANIE

<u>Données</u>	
Prévalence du VIH	8.8%
% du PIB consacré à l'éducation	2.1%
<u>Formation initiale</u>	
Nbre d'enseignants stagiaires dans les écoles de formation des enseignants	9859 (enseignement primaire) 2689 (enseignement secondaire)
Nombre d'enseignants stagiaires qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	Formation (théoriquement)
Durée de la formation (heures)	ND
Objectif de la formation	ND
<u>Formation continue</u>	
<i>Écoles primaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	1,175
Durée de la formation (heures)	32.5
Objectif de la formation	Connaissances et compétences de vie courante
<i>Écoles secondaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	3.200
Durée de la formation (heures)	32.5
Objectif de la formation	Connaissances et compétences de vie courante

En Tanzanie, tous les enseignants stagiaires doivent en théorie recevoir une formation sur la façon d'aborder le VIH/SIDA dans leur classe lorsqu'ils fréquentent les instituts de formation des enseignants. Néanmoins, bien que les tuteurs aient été formés et malgré le fait que le VIH/SIDA est un point du *Programme de Formation des Enseignants en matière de Guidance, Conseils et Etudes Générales*, une formation correcte n'a pas lieu. Des manuels sont distribués dans les écoles pour qu'ils acquièrent des connaissances et une méthodologie. Mais sans une connaissance adéquate de la façon d'appliquer en classe les leçons décrites dans ces manuels, les enseignants sont pratiquement impuissants.

La situation par rapport à la formation continue est un peu meilleure. Cette année, quelque 1175 instituteurs ont reçu une formation sur le VIH/SIDA par l'intermédiaire du Ministère de l'Éducation et de la Culture (MEC). Les représentants du Ministère, y compris les inspecteurs d'école, ont mené cette formation sur une période de plus de 30 heures. Celle-ci portait principalement sur les connaissances et les compétences de vie courante et était destinée à permettre aux enseignants d'enseigner aux classes des trois premières années du primaire. Quelques manuels ont été fournis; néanmoins, ils n'ont pas répondu à la demande.

Quelque 3200 enseignants du secondaire ont reçu une formation sur le VIH/SIDA assurée par le MEC. La formation était également ouverte aux directeurs d'écoles. De nouveau, la

formation a principalement porté sur les connaissances et les compétences de vie courante; quelques manuels ont été distribués pour que les enseignants aident les étudiants dans les classes. Il est important de signaler que les enseignants de biologie, d'économie domestique et d'instruction civique étaient le groupe cible de ces séances de formation.

Enfin, au niveau du contrôle et de la gestion des finances, le Ministère de l'Éducation et de la Culture gère les fonds destinés au secteur éducatif pour qu'il lutte contre le VIH/SIDA. Le TTU (*Syndicat des enseignants de Tanzanie*) ne possède pas d'informations sur la somme en jeu et n'a aucune influence sur l'utilisation de ces fonds. Il n'a jamais été consulté par le Ministère.

Un enseignant qui a participé à une séance de formation IE/OMC/EDC sur l'éducation au VIH/SIDA a déclaré que les initiatives existantes pour former les enseignants sur le VIH/SIDA, quoique excellentes, devaient absolument être étendues et prises en main au niveau étatique afin d'être pleinement efficaces : "Tous les enseignants doivent suivre ce type d'enseignement afin de pouvoir former d'autres personnes, notamment des élèves ou des étudiants dans les écoles et les collèges". En particulier, on fit remarquer que "Des efforts supplémentaires sont indispensables pour instruire les gens des zones rurales."

Un autre participant à la formation de l'IE déclara qu'au cours des séances elle s'était rendue compte que l'éducation est le seul véritable moyen de faire passer le message dans la population "Bien que l'on discute partout du VIH/SIDA et que l'information nous parvienne par la radio, les magazines et la télé..., j'ai découvert que les gens sont encore aveugles. Ils doivent recevoir une formation adéquate".

4. MALAWI

<u>Données</u>	
Prévalence du VIH	14.2%
% du PIB consacré à l'éducation	4.1%
<u>Formation initiale</u>	
Nbre d'enseignants dans les écoles de formation des enseignants (enseignement primaire)	2875
Nbre d'étudiants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA (enseignement primaire)	2875
Durée de la formation (heures)	6
Objectif de la formation	Compétences de vie courante
<u>Formation continue</u>	
<i>Écoles primaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	Aucun
Durée de la formation (heures)	
Objectif de la formation	
<i>Écoles secondaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	Aucun
Durée de la formation (heures)	
Objectif de la formation	

Dans les instituts de formation des instituteurs au Malawi, 2875 étudiants qui ont terminé leur formation en avril 2005 ont reçu une séance de formation d'une heure par semaine pendant six semaines sur les compétences de vie courante, c'est-à-dire un total de six heures seulement. Le type de formation donnée était basée sur un modèle en cascade : dès qu'ils étaient formés, les conférenciers transmettraient le message à leurs étudiants stagiaires. Dans les instituts de formation, les étudiants reçoivent des manuels qu'ils sont invités à utiliser lorsqu'ils sont dans leurs écoles. Les manuels sont intitulés "Mzake ndi Mzake" ou "Chacun et l'autre". Néanmoins, lorsque le TUM (*Syndicat des enseignants du Malawi*) a interviewé l'un de ces enseignants, il a fait remarquer qu'il était toujours aux prises avec le contenu du programme.

Jusqu'à présent, aucun enseignant n'a reçu de formation continue sur le VIH/SIDA par le Ministère de l'Éducation. Mis à part le conseiller sur le VIH/SIDA au siège du Ministère de l'Éducation, il n'y a pas de bureaux sur le VIH/SIDA dans aucun des 34 Bureaux régionaux de l'éducation, pas plus que dans les six Bureaux de la Division de l'éducation.

La Commission nationale sur le SIDA (NAC) est responsable de la coordination de toutes les activités sur le VIH/SIDA au Malawi, y compris la gestion des fonds. En fait, la NAC finance des institutions comme le Ministère de l'Éducation lorsqu'il s'agit d'activités éducatives sur le VIH/SIDA.

Récemment, le Ministère de l'Éducation a développé son propre plan d'action pour mener des interventions sur le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation. Néanmoins, à part l'invitation à se rendre au lancement du document en février 2005, le Syndicat des enseignants du Malawi n'a pas été consulté sur la formulation du document.

Avec ce plan d'action en main, le Ministère de l'Éducation a reçu un financement de la Commission nationale sur le SIDA. Néanmoins, ce financement n'est pas parvenu aux organisations de la société civile telles que le Syndicat des enseignants du Malawi et, à deux reprises, la Commission nationale sur le SIDA a rejeté des demandes introduites par le TUM pour le financement de projets.

5. GUINÉE

<u>Données</u>	
Prévalence du VIH	3.2%
% du PIB consacré à l'éducation	1.9%
<u>Formation initiale</u>	
Nbre d'enseignants stagiaires dans les écoles de formation des enseignants	1942
Nbre d'enseignants stagiaires qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	1942
Durée de la formation (heures)	12
Objectif de la formation	Connaissances et compétences
<u>Formation continue</u>	
<i>Écoles primaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	100 (& 380 tuteurs)
Durée de la formation (heures)	12
Objectif de la formation	Connaissances et compétences
<i>Écoles secondaires</i>	

Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	320
Durée de la formation (heures)	12
Objectif de la formation	Connaissances et compétences

Dans l'ensemble, les autorités éducatives en Guinée affichent d'assez bons résultats quant à la préparation des enseignants à la lutte contre le VIH/SIDA. Des enseignants commencent à être formés, des ressources sont fournies et l'objectif de la formation va au-delà des connaissances pour inclure le renforcement de capacités. Néanmoins, il faut prêter plus d'attention à la formation continue où seule une petite proportion des enseignants est touchée et où, par conséquent, l'impact est faible.

Le Comité national sur la lutte contre le SIDA et le Comité interministériel sur la lutte contre le SIDA sont responsables de l'administration des fonds destinés à la lutte contre le SIDA dans le secteur de l'éducation. Les syndicats affiliés à l'IE en Guinée, la FSPE et le SLECG (Fédération des syndicats professionnels de l'éducation/Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée) n'ont pas été consultés, pas plus qu'ils n'ont d'informations sur l'utilisation de ces fonds. Néanmoins, au cours d'activités de sensibilisation et de formation, ils ont reçu une aide technique pour organiser la formation.

6. BURKINA FASO

<u>Données</u>	
Prévalence du VIH	4.2%
% du PIB consacré à l'éducation	...
<u>Formation initiale</u>	
Nbre d'enseignants stagiaires dans les écoles de formation des enseignants	1.900
Nombre d'enseignants stagiaires qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	1.900
Durée de la formation	Une semaine
Objectif de la formation	Connaissances et compétences
<u>Formation continue</u>	
<i>Écoles primaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	6732 directeurs d'école
Durée de la formation (heures)	48
Objectif de la formation	Connaissances et compétences
<i>Écoles secondaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA
Durée de la formation (heures)
Objectif de la formation

L'information reçue sur le Burkina Faso provenait de l'affilié de l'IE SNEA-B (Syndicat national des enseignants africains du Burkina). À remarquer que ce syndicat était en mesure de faire des remarques uniquement sur la formation des instituteurs.

Le SNEA-B rapporte que le gouvernement du Burkina Faso a fourni un soutien aux enseignants via des séances de formation, des exercices de sensibilisation et en prenant soin des personnes infectées et affectées. Les 1900 enseignants qui sont passés par la formation continue l'an passé ont été formés au VIH/SIDA. Ils ont reçu des ressources d'apprentissage à utiliser dans leur classe. Néanmoins, il reste beaucoup à faire dans ce domaine et une semaine de formation par an n'est pas jugée adéquate pour transmettre les connaissances et les compétences nécessaires aux enseignants.

Au niveau de la formation continue, un total de 6738 directeurs d'école ont reçu une formation par le Département de la Santé en collaboration avec le Comité national sur le SIDA et le Comité sectoriel au sein du Ministère de l'Éducation. De nouveau, la situation n'est pas idéale puisque cette formation ne parvient pas au niveau des enseignants eux-mêmes.

En termes de prise de décisions sur le financement de la réponse du secteur éducatif, l'organisme responsable est le Comité sectoriel du Ministère. À ce jour, il n'a jamais consulté les syndicats sur les dépenses de ces fonds.

7. CÔTE D'IVOIRE

<u>Données</u>	
Prévalence du VIH	7.0%
% du PIB consacré à l'éducation	4.6%
<u>Formation initiale</u>	
Nbre d'enseignants stagiaires dans les écoles de formation des enseignants (enseignement primaire)	1 500
Nombre d'enseignants stagiaires qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	Aucun
Durée de la formation (heures)	ND
Objectif de la formation	ND
<u>Formation continue</u>	
<i>Écoles primaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	1 500
Durée de la formation (heures)	60
Objectif de la formation	Compétences de vie courante
<i>Écoles secondaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	500
Durée de la formation (heures)	20
Objectif de la formation	Connaissances et compétences

Dans le cas de la Côte d'Ivoire, l'IE a consulté l'IE-SCI (Internationale de l'Éducation - Section Côte d'Ivoire, composée des quatre syndicats d'enseignants affiliés à l'IE dans ce pays) pour obtenir les données présentées dans ce document.

Au niveau de la formation initiale, aucun étudiant n'a jusqu'à présent reçu de formation sur le VIH/SIDA. Le Ministère prévoit de lancer un programme de formation pilote dans le futur mais cela doit encore se traduire dans les faits.

Sur un total de quelque 32000 instituteurs, 1500 ont été formés entre octobre 2005 et mars 2006 par le personnel du Ministère de l'Éducation nationale. Au niveau secondaire, sur quelque 12000 enseignants, 500 ont été formés par le Ministère de l'Éducation au cours de la même période. Les enseignants sont choisis sur base des matières qu'ils enseignent et, en général, on sélectionne les enseignants en sciences de la vie et de la terre. À ce propos, l'IE-SCI considère que les efforts réalisés jusqu'à présent frôlent l'insignifiance. Le VIH/SIDA n'est pas inclus dans le programme scolaire. Le seul signe d'activité réside dans l'initiative du "Club Santé" où le Ministère de l'Éducation est responsable de la sensibilisation parmi les étudiants de l'enseignement secondaire.

En termes de consultation, l'IE-SCI a fait remarqué que le gouvernement était ouvert aux discussions avec les syndicats. Néanmoins, sur la question précise du financement des activités liées au VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation, la situation en Côte d'Ivoire est quelque peu différente. Le secteur de l'éducation y est presque entièrement financé par des donateurs externes et les syndicats n'ont aucune influence sur les processus de prise de décisions concernant la façon dont ces fonds sont utilisés.

8. NAMIBIE

<u>Données</u>	
Prévalence du VIH	21.3%
% du PIB consacré à l'éducation	8.1%
<u>Formation initiale</u>	
Nbre d'enseignants stagiaires dans les écoles de formation des enseignants	1031
Nombre d'enseignants stagiaires qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	190
Durée de la formation (heures)	3-4
Objectif de la formation	Connaissances et compétences de vie courante
<u>Formation continue</u>	
<i>Écoles primaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	1304
Durée de la formation (heures)	45
Objectif de la formation	Connaissances et compétences de vie courante
<i>Écoles secondaires</i>	
Nbre d'enseignants qui ont reçu une formation sur le VIH/SIDA	Aucun
Durée de la formation (heures)	ND
Objectif de la formation	ND

Lors d'un atelier intitulé "Le SIDA sur le lieu de travail" organisé par le Ministère de l'Éducation en avril 2006, le NANTU (*Syndicat national des enseignants de Namibie*) et le Directeur du Programme national de contrôle du SIDA ont déclaré à de hauts représentants du Ministère de l'Éducation que 10 à 15 enseignants namibiens mouraient du SIDA chaque trimestre et qu'au cours des deux années à venir, on s'attendait à ce que 600 autres soient infectés par le VIH.

Comment peut-on stopper ces infections attendues? Qu'est-ce qui est fait dans le secteur de l'éducation pour enrayer la propagation du VIH?

D'après Havelinus Shemuketa, coordinateur du Développement Professionnel au NANTU, "il est urgent d'agir pour freiner la mort des enseignants atteints du SIDA. La situation n'est pas meilleure parmi les apprenants. Elle échappe à notre contrôle. L'éducation sur le SIDA doit être urgemment intégrée dans le programme et pas seulement comme un sujet hors école".

Actuellement, un vaste processus de réforme du programme est en cours en Namibie. La réforme est menée par la Banque mondiale. L'IE et son affilié namibien NANTU estiment que la position des syndicats doit être intégrée dans ce processus. À ce jour, bien que le NANTU ait été impliqué dans le processus de consultation, on sent que dans une large mesure ses opinions ne sont pas écoutées.

En Namibie, 190 sur 1031 enseignants stagiaires ont reçu l'an passé 3 à 4 heures de formation sur le VIH/SIDA, un peu plus de 18% de tous ceux qui fréquentent les instituts de formation des enseignants.

Il y a plus de 18000 enseignants travaillant dans ce pays. Entre 2004 et 2005, 1304 instituteurs ont reçu une semaine (45 heures) de formation. Aucune formation continue officielle n'a été offerte aux enseignants du secondaire. Néanmoins, le NANTU a fait remarqué qu'en ce qui concerne les enseignants du secondaire qui n'ont pas reçu de formation continue sur le VIH/SIDA, cela s'explique plus par le financement insuffisant que par le manque de volonté politique de la part du gouvernement.

Pour la grande majorité des enseignants qui veulent enseigner sur le VIH/SIDA, la seule manière d'y parvenir consiste à trouver du temps libre et à devenir volontaires. Autrement, les enseignants sont formés par le NANTU dans le cadre du programme EPT/SIDA de l'IE/OMS/EDC. Le NANTU est la seule organisation qui jusqu'à présent travaille avec les enseignants sur la prévention du VIH.

Quant à une politique sur le VIH/SIDA pour les apprenants et les enseignants dans les écoles, lors de l'atelier en avril dernier, le Directeur du programme national de contrôle du SIDA, Abner Xaogub, s'est répandu en critiques contre le Ministère de l'Éducation pour son échec à mettre en oeuvre ses politiques.

"Le Ministère de l'Éducation a toutes les politiques nécessaires en place. Malheureusement, ces documents ont pris la poussière parce que ces politiques n'ont jamais été mises en oeuvre. Je voudrais conseiller vivement au Ministère de revoir et de mettre à jour ces politiques et recommandations parce que c'est seulement alors que nous assisterons à une réduction des cas de SIDA. Il ne sert à rien de créer de nouvelles politiques si les anciennes n'ont pas été appliquées effectivement," a déclaré Xaogub.

Le NANTU espère que le gouvernement appliquera bientôt ses politiques et introduira des programmes de formation pour les enseignants stagiaires ainsi que des programmes de formation continue pour les enseignants en fonction afin de gérer efficacement la situation

CONCLUSIONS

Les résultats de cette étude indiquent la nécessité urgente de réévaluer et d'augmenter les efforts pour faciliter la réponse des enseignants au VIH/SIDA. En effet, ils confirment les conclusions de l'*Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur enseignant* selon laquelle "les programmes tels qu'ils sont proposés ont tendance à être non systématiques, inadéquats et peu suivis"⁸. Par exemple, au Kenya où le taux d'infection au VIH est de 6,7%, la stigmatisation et la discrimination représentent de grands problèmes et aucune formation initiale ou continue sur le VIH/SIDA n'est offerte aux enseignants. C'est une bombe à retardement qui attend de se déclencher.

Comme mentionné dans "Inaction Mortelle", le rapport de la Campagne mondiale pour l'éducation de novembre 2005, "dans seulement 3 pays sur 18, les Ministères de l'Éducation ont fait des tentatives systématiques pour former les enseignants sur le VIH/SIDA"⁹. Le rapport de l'IE démontre des résultats similaires. Dans seulement 1 pays sur 8 (Guinée), on relève l'existence d'une formation aux niveaux de la formation initiale et continue, tant pour les enseignants du primaire que du secondaire.

Dans d'autres pays comme l'Ouganda, tandis que des efforts sont réalisés, de nouveau il manque encore une *approche globale et systématique* visant à offrir aux enseignants et, par la suite, aux enfants des connaissances et des compétences de vie courante. Bien que les messages sur le VIH/SIDA parviennent aux étudiants dans les collèges de formation, le VIH/SIDA n'est pas intégré dans le programme scolaire actuel. En ce sens, la formation n'est pas durable, elle a peu d'impact et les compétences apprises seront bientôt oubliées en raison d'un manque d'utilisation. La situation est encore pire en Côte d'Ivoire où la formation sur le VIH/SIDA n'est donnée qu'à petites doses et uniquement lors de la formation continue. Pareillement, elle n'a pas de place dans le programme des écoles.

La *durée* de la formation est problématique. Au Malawi, on a remarqué que la formation initiale est simplement trop courte et par conséquent les enseignants se débattent avec le programme. L'*échelle* des efforts est une autre question à examiner. Par exemple, en Tanzanie et en Guinée où il existe une formation sur le VIH/SIDA, l'*échelle* et par conséquent la *portée* des initiatives sont encore trop modestes. Par conséquent, trop peu d'enseignants bénéficient de la formation et trop d'enfants en souffrent les conséquences. Au Burkina Faso, bien que les résultats du gouvernement soient bons à certains égards, la portée de la formation est limitée parce qu'elle n'est offerte qu'aux directeurs d'école et ne parvient pas à la communauté enseignante plus large. Résultat : les connaissances et les compétences transmises durant la formation ne font pas leur chemin jusqu'en classe.

Enfin, il faut aborder le problème de la *consultation*. Dans la grande majorité des pays ayant participé à l'enquête, les syndicats ne sont pas consultés sur la question importante de l'utilisation des fonds consacrés à la lutte contre le VIH/SIDA. Vu leur nature d'organisations de base bénéficiant de réseaux étendus, les syndicats d'enseignants sont en mesure de faire parvenir loin de petites sommes de financement et de localiser avec précision les besoins. En ce sens, les gouvernements doivent commencer à traiter les enseignants comme des partenaires fondamentaux dans la réponse du secteur de l'éducation.

Dans la décennie à venir, l'Afrique seule devra former plus de 3,7 millions d'enseignants dans le secteur primaire afin de réaliser l'éducation primaire universelle. Ceux-ci et les millions de

⁸ (2004:97), *Enquête mondiale sur l'état de préparation face au VIH/SIDA*, ONUSIDA IATT

⁹ (2005:24), *Inaction Mortelle*, Campagne mondiale pour l'éducation

nouveaux enseignants qui seront recrutés dans le secteur secondaire nécessitent absolument les compétences et les connaissances pour se protéger eux-mêmes ainsi que leurs étudiants de l'infection au VIH. Quoique d'ampleur limitée, ce rapport montre qu'actuellement des enseignants ne reçoivent pas la formation qu'ils nécessitent. Il est à présent grand temps d'agir, de passer des documents politiques et des discours grandioses à une aide pratique et à une formation généralisée. Sans cela, nous n'avons pas la moindre chance d'arrêter la propagation du VIH/SIDA d'ici 2015.

Annexe I : Article rédigé par Harriette Athieno Onyalla, New Vision, Ouganda

Les enseignants ougandais peuvent-ils sauver les enfants du SIDA?

Jusqu'à son dernier souffle, Adongo aura fait preuve de courage. Sa soeur aînée Atto la voit encore, la peau sur les os, toute sa chair évanouie. Lentement, les yeux fiévreusement blancs d'Adongo se sont creusés à mesure que son visage devenait plus petit. Tenant la cuillère avec des doigts osseux mais jolis, Adongo a toujours essayé d'aider sa soeur lorsque celle-ci la nourrissait. Atto avait espéré en dépit de tout qu'elle se rétablirait. Mais cette lumière s'était éteinte le jour où elle s'était dépêché de rentrer chez elle pour annoncer son admission à l'université ; ce jour-là, elle avait découvert qu'Adongo avait succombé.

Depuis lors, presque trois ans ont passé. Comme dans le reste de l'Ouganda, l'enseignement dans le camp des personnes déplacées d'Aloi, dans la région de Lira, est réservé aux garçons. Contre toute attente, Atto les a surpassés et est devenue la première à décrocher une place à l'université. Peut-être Adongo en aurait-elle fait autant si elle n'avait pas été infectée.

Ayant ressenti la douleur de sa soeur, Atto a juré d'éviter l'infection au VIH. Quand elle aura obtenu son diplôme dans trois mois, elle a l'intention d'enseigner au pensionnat pour fille de Ste-Catherine, à Lira, où elle a étudié pendant six ans. Ensuite, elle ne sera pas seulement responsable de se protéger contre le VIH, mais elle se chargera aussi de diffuser l'information sur le VIH/SIDA aux adolescentes confiées au soin de l'école. Malheureusement, Atto n'est pas sûre de faire preuve d'efficacité.

Développement du programme :

L'initiative présidentielle sur la stratégie contre le SIDA à communiquer aux jeunes (PIASCY) est une initiative gouvernementale visant à élargir les connaissances des enfants sur le VIH/SIDA dans les écoles primaires. L'initiative exige que les écoles tiennent des assemblées hebdomadaires contenant des messages sur le VIH/SIDA. Cela a permis au Ministère de l'Éducation de concevoir un manuel sur le VIH/SIDA pour les enseignants du primaire.

Des initiatives semblables existent dans les instituts de formation des enseignants et les universités. Néanmoins, ces initiatives, souvent des activités uniques gérées par des ONG, ne sont pas institutionnalisées. C'est pourquoi leur mise en oeuvre dépend des initiatives prises par les instituts ou les universités pour chercher les ONG.

"Une approche globale visant à offrir aux écoliers capables des informations et des compétences, telles que l'assertivité, est nécessaire de toute urgence", déclare Eliab Lenyon Gumisiriza. Gumisiriza, le doyen de la faculté d'éducation de l'université de Kyambogo affirme que "la formation des enseignants en est le point de départ".

Gumisiriza fait remarquer que l'on a fait très peu pour améliorer le programme en ce qui concerne le VIH/SIDA. L'université de Kyambogo est responsable du développement du programme pour la formation des enseignants en Ouganda. Gumisiriza affirme qu'ils intègrent les messages sur le VIH/SIDA dans le programme de formation des instituteurs. L'université de kyambogo a développé un "programme d'enfant à enfant" pour aider les jeunes à éviter le VIH/SIDA grâce à l'influence de leurs pairs. Celui-ci est intégré dans le programme de formation des enseignants, du brevet à l'université. Mais cela n'a pas encore été institutionnalisé dans les écoles. "Notre approche devrait être intégrée dans le programme scolaire. Faute de quoi, nous offrirons aux enseignants une formation qu'ils ne pourront pas mettre en pratique."

Dans la salle de classe :

À l'école primaire de Kiswa à Kampala, Difas Munya, un membre de l'UNATU (Uganda National Teachers' Union), affirme que le PIASCY n'est pas visible dans le programme scolaire. Il y a juste un passage sur la définition du VIH/SIDA. "Le PIASCY prévoit seulement que nous tenions une assemblée hebdomadaire pour transmettre aux étudiants l'information sur le VIH/SIDA. C'est ce que nous faisons."

L'an passé, deux enseignants de Kiswa ont participé à un atelier sur le VIH/SIDA. Ils ont informé d'autres enseignants sur ce qu'ils avaient appris. Munywa croit que cette information a favorisé le démarrage des efforts liés au VIH/SIDA dans les écoles. Néanmoins, "nous avons maintenant besoin d'une stratégie plus globale. Nous serions plus à l'aise si nous avions plus de formations sur le VIH/SIDA. Sauf dans les grandes assemblées, les enseignants craignent de parler du VIH/SIDA parce que les élèves pourraient leur poser des questions difficiles" déclare-t-il.

Patrick Balyogera, Inspecteur des écoles pour la formation des enseignants à l'Agence des normes en éducation (ANE), qui est chargée d'assurer une éducation de qualité. Il a expliqué que "Le VIH/SIDA est un domaine important de réforme politique en Ouganda." "Malheureusement, intégrer ces politiques dans les écoles n'est pas simple. L'ANE n'est pas dotée de fonds suffisants. Nous manquons de ressources de supervision. Pire encore, l'éducation dans ce pays est au fond synonyme d'examens. Puisque le VIH/SIDA figure à peine dans le programme et, du coup, comme le sujet n'est pas vraiment inclus dans les examens, même les instituts de formation des enseignants l'ignorent.

Enseignants vivant avec le VIH :

Caroline Nambi est enseignante dans une école secondaire pour filles à Jinja. Le mari de Nambi est décédé en 1991 et elle était veuve avec deux enfants quand elle rencontra son deuxième mari. Lorsqu'elle se remaria, la vie était belle... jusqu'il y a deux ans, quand elle commença à tomber malade. "Mon mari me quitta après avoir entendu des rumeurs selon lesquelles j'avais le SIDA" déclare-t-elle. Un test VIH confirma les rumeurs. Nambi fut choquée. Son mari fut également reconnu VIH positif. Après avoir reçu une aide socio-psychologique, ils sont de nouveau amis bien qu'ils vivent séparés.

Mais Nambi est sortie plus forte des cendres de son mariage. Elle est la secrétaire d'information du Teachers' Action Against AIDS Group (TAAG). Le TAAG cherche à encourager les enseignants à passer des tests VIH et à révéler leur état s'ils sont infectés au VIH. Nambi déclare que l'information sur le VIH/SIDA dans les écoles secondaires est quasi inexistante. "Dans le programme, on fait référence à des définitions. Mais ce manque d'informations est un gros problème parce qu'à l'école secondaire, les enfants sont déjà des adolescents" dit-elle.

Ouganda du Nord :

"Nous avons une leçon sur l'orientation et les conseils. Mais c'est la même leçon enseignée avant l'époque du VIH/SIDA, à laquelle on a ajouté un passage sur le VIH/SIDA. La situation dans notre pays demande plus qu'un passage" affirme Atto. Elle est sûre de décrocher son diplôme avec les honneurs, ce qui pourrait lui garantir un travail dans l'une des meilleures écoles du pays. Mais aucune de ces écoles ne se trouve en Ouganda du Nord et elle n'enseignera pas autre part. Elle est déterminée à faire une contribution petite mais significative pour améliorer les conditions désastreuses de son peuple.

Elle veut aussi que plus de filles suivent ses pas à l'université. Le taux de prévalence VIH national est de 7%. En Ouganda du Nord, il est de 9%. Malgré l'enseignement primaire

universel gratuit, le taux d'abandon scolaire en Ouganda du Nord est trois fois plus élevé que les chiffres nationaux. Cela devient pire dans les écoles secondaires qui demandent des droits d'inscription. "C'est une raison supplémentaire pour que je rentre chez moi" répond Atto pensivement. Ainsi peut-il y avoir parmi les étudiants d'Atto certains des milliers d'enfants qui ont été enlevés par la LRA et forcés à l'esclavage sexuel. D'autres sont peut-être des filles que les parents cédèrent aux soldats du gouvernement pour des fins sexuelles, afin de gagner de la nourriture pour la famille.

Atto lutte pour retenir ses larmes. Elle mord sa lèvre inférieure. Une larme coule néanmoins. Elle s'excuse rapidement pendant qu'elle fouille dans son sac à la recherche d'un mouchoir. Pour Atto, si la vie vous offre des citrons, alors vous faites de la limonade... "Les choses sont mauvaises mais nous devrions faire de notre mieux avec ce que nous avons. Mener des vies exemplaires est notre meilleur pari. Je sais que c'est cher mais quand je commencerai à travailler, je me battrais pour épargner afin de suivre la formation sur le VIH/SIDA" affirme-t-elle.